



L'incidence des protections des droits de la personne : l'identité de genre, l'expression de genre et les règlements sociojuridiques des conseils scolaires

Lee Airton, Kyle Kirkup,
Allison McMillan et Jacob DesRochers

De quoi le présent article traite-t-il? De la manière dont le sens des protections des droits liés à l'identité de genre et l'expression du genre est compris et appliqué par les conseils scolaires laïcs publics de l'Ontario.

Pourquoi cette question est-elle importante?

Les protections des droits de la personne liés à l'expression du genre et à l'identité de genre sont nouvelles dans les lois canadiennes. Il est donc important d'assurer un suivi de la manière dont elles sont interprétées afin que les victimes potentielles de discrimination à cet égard puissent déterminer si leurs expériences respectives sont admissibles à une demande de changement ou d'accès à la justice.

Qu'avons-nous fait? Nous avons comparé les décisions du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario à l'égard de l'expression du genre et de l'identité de genre à la façon dont les conseils scolaires laïcs de l'Ontario, de la maternelle à la 12^e année, les interprètent.

Les tribunaux des droits de la personne ont empêché par le passé des personnes non transgenres d'accéder aux protections de l'identité de genre sans faire de ces cas des précédents.

Les conseils scolaires de l'Ontario ont adopté une définition large des droits de l'expression du genre, c'est-à-dire comme des droits qui s'étendent à tous et non pas exclusivement aux personnes transgenres.

Lisez cet article dans la Revue Canadienne Droit et Société! Doi : 10.1017/cls.2020.7.

gegi.ca



@leeairton

@kylekirkup

@DesRochersJake @Mcmil_learn